

Le débat sur les institutions de l'Union est bloqué

LE DÉBAT politico-institutionnel sur « l'avenir de l'Europe », qu'ont voulu lancer Helmut Kohl et Jacques Chirac en adressant en mai une lettre à leurs collègues de

ANALYSE

L'intérêt du Conseil prévu fin octobre sur « l'avenir de l'Europe » reste flou

l'Union, a du mal à prendre corps.

Au récent sommet de Cardiff, les Quinze ont décidé de consacrer au sujet à la fin octobre un Conseil européen extraordinaire, sans être pour autant capables d'en préciser ni les thèmes à aborder ni les objectifs à atteindre. Les Autrichiens, qui président les travaux des Quinze depuis le 1^{er} juillet, ne cachent pas leur embarras. Ils ne sont à l'évidence pas au clair sur la manière de traiter un projet hors-norme, aux contours incertains, qui déborde, à leurs yeux au-delà du raisonnable, une actualité communautaire déjà chargée. Résultat : ce Conseil européen d'octobre demeure la grande inconnue d'une présidence pour le reste fort bien balisée entre « l'agenda 2000 » (réforme de la Politique agricole commune et des Fonds structurels), l'accompagnement de l'euro et les

négociations d'élargissement. Lors de sa réunion de la fin juin, le « Conseil des affaires générales » (ministres des affaires étrangères ou des affaires européennes), prenant sans doute conscience des dangers potentiels d'une telle improvisation, a manifesté l'intention de contribuer à la préparation de ce rendez-vous extraordinaire, mais sans préciser, à ce stade, la manière dont il envisageait de procéder. Pierre Moscovici suggérait alors que les Britanniques, tirant les conclusions de leurs six mois de présidence, fassent des suggestions sur la manière d'aller de l'avant. « Il faut bien que quelqu'un se lance, pourquoi pas l'ancienne présidence », avait expliqué le ministre français des affaires européennes.

L'idée, chère à Jacques Chirac, d'un Conseil « au coin du feu » où les chefs d'Etat et de gouvernements délibéreraient librement, à l'aube de la monnaie unique, des perspectives d'Union politique, de la subsidiarité ou des autres moyens de rapprocher la construction européenne de citoyens souvent méfiants, a assurément besoin d'être ordonnée si les Quinze veulent éviter l'échec. Pour avoir un sens, ce rendez-vous devra au moins déboucher sur un programme de travail et un calendrier.

La lettre franco-allemande, qui évoquait la relance de l'Union poli-

tique, tout en écartant la perspective d'un super-Etat européen, et mettait l'accent sur la nécessité de renforcer la subsidiarité, pouvait prêter à des interprétations différentes : volonté de rabaisser la Commission, de lui contester, sans trop l'avouer, des compétences, ou, de manière plus constructive, d'éviter désormais que le niveau central européen (Commission, conseil des ministres) adopte des réglementations trop détaillées. Les Français, les Allemands, puis les Anglais qui les ont appuyés, n'avaient pas les mêmes motivations. Celles des Français étant peut-être, un peu naïvement, de ramener Bonn dans la course, de montrer à la face du monde que le tandem franco-allemand demeurerait le moteur de la construction européenne.

DOUBLE OPPOSITION

A Cardiff, la « bande des trois », une coalition en l'occurrence mal soudée, s'est heurtée à une double opposition. Celle de l'Espagne, de l'Italie et du Bénélux, préoccupés par l'attaque contre les institutions et la remise en cause de « l'acquis communautaire » ; celle des pays nordiques, qui, face à une opinion méfiante à l'égard de l'Europe, ne veulent plus entendre parler de nouvelles révisions des Traités ou autres réflexions ambitieuses.

L'initiative franco-allemande a

donc fait long feu : les Quinze ont accepté de revoir sans faire de vague le fonctionnement du Conseil et de la Commission afin de le rendre plus efficace ; d'attendre la ratification du Traité d'Amsterdam pour relancer les réformes institutionnelles nécessaires à l'élargissement. Quant à l'« avenir de l'Europe », ils se sont contentés de décider ce nouveau rendez-vous d'octobre !

« Il s'agit de commencer un processus, peut-être de désigner des représentants personnels, ce n'est pas un événement considérable », expliquait le chancelier Viktor Klima, le 30 juin à Vienne. Quant à Wolfgang Schäussel, le ministre des affaires étrangères, il constatait qu'en matière de subsidiarité, l'essentiel figurait dans le Traité d'Amsterdam ; que ce que les Quinze pourraient engager utilement, c'est « un débat stratégique sur le futur de l'Europe, sur la place à faire à la Russie, à l'Ukraine, aux Républiques balkaniques » !

Pour nécessaire qu'elle soit, à l'heure de la monnaie unique, la relance de l'Europe politique est ressentie comme prématurée par une majorité de gouvernements. Sauf rebondissement, le « Sommet » d'octobre n'a dès lors plus beaucoup de raisons d'être.

Le Monde

8.7.98

p. 3

Ph.L. ✓